



Arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2025-209 du 26 mai 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral DRE n° 2011-206 du 18 novembre 2011 autorisant la Société AWS France à exploiter une plateforme de transit de matériaux contaminés 52, rue du Port à NANTERRE

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L.181-14, L.541-1-1, L.541-2, R.181-45, R.541-43 et R.541-43-1,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination de M. Pascal GAUCI, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de Nanterre,

Vu le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de M. Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2011-206 du 18 novembre 2011 autorisant la Société AWS France à exploiter une plateforme de transit de matériaux contaminés au 52, rue du Port à NANTERRE,

Vu l'arrêté préfectoral DCPPAT n° 2018-200 du 18 décembre 2018 imposant à la Société AWS France la modification de l'arrêté préfectoral DRE n°2011-206 du 18 novembre 2011 l'autorisant à exploiter sur son site de Nanterre, 52, rue du Port, des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral DCPPAT n°2020-114 du 11 août 2020 portant modification de l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2011-206 du 18 novembre 2011 autorisant la Société AWS France à exploiter une plateforme de transit de matériaux contaminés au 52, rue du Port à NANTERRE,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Pascal Gauci, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2025-94 du 28 février 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral DRE n° 2011-206 du 18 novembre 2011 autorisant la Société AWS France à exploiter une plateforme de transit de matériaux contaminés au 52, rue du Port à NANTERRE,

Vu les deux dossiers de porter à connaissance déposés les 7 mars 2024 et 4 septembre 2024 par la société AWS France, relatifs aux modalités d'exploitation des déchets présents sur le site sis 52, rue du Port à NANTERRE,

Vu le courriel du 16 avril 2025 par lequel la société AWS France indique à l'inspection des installations classées que le code déchet n° 17 03 01* (mélanges bitumineux contenant du goudron), ajouté à la liste des déchets admissibles par l'arrêté complémentaire DCPAT n° 2020-114 du 11 août 2020 précité, a été omis de la liste des déchets admissibles citée dans l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2025-94 du 28 février 2025,

Vu la note en date du 18 avril 2025 de l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine informant le préfet que le code déchet n° 17 03 01* (mélanges bitumineux contenant du goudron) manque au tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2025-94 du 28 février 2025 précité,

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n° 2011-206 précité prévoit la présence sur le site d'une quantité maximale de 4 320 m³ de déchets non dangereux et 6000 tonnes de déchets dangereux, la capacité maximale d'admission (déchets dangereux + déchets non dangereux) étant fixée à 1 500 tonnes par jour,

Considérant que la société AWS sollicite, dans son premier dossier de porter à connaissance, que la quantité totale de déchets soit portée à 4 000 tonnes, indifféremment constituées de déchets dangereux et non dangereux,

Considérant que la modification sollicitée dans le premier dossier de porter à connaissance n'est pas substantielle au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement compte tenu de la valeur maximale de 6000 tonnes de déchets dangereux prévue par l'arrêté d'autorisation précité,

Considérant que la société AWS France sollicite, dans son second dossier de porter à connaissance en date du 4 septembre 2024, la possibilité de rompre la traçabilité des déchets entre leur entrée et leur sortie du site,

Considérant que le 3^e alinéa de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 précité prévoit que la rupture de traçabilité n'est possible que si les arrêtés préfectoraux régissant l'exploitation du site le prévoient explicitement,

Considérant que les arrêtés préfectoraux actuellement applicables à l'établissement ne prévoient pas cette rupture de traçabilité,

Considérant que la rupture de traçabilité sollicitée n'est pas substantielle au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement, dans la mesure où la société AWS :

- procède régulièrement à des manipulations de lots d'origines différentes mais présentant les mêmes qualités ou des caractères de comptabilité, les déchets pouvant alors ne plus être distingués physiquement les uns des autres et qu'elle propose donc de raisonner en « supers lots » identifiables via les numéros de casiers,
- s'engage à devenir le producteur subséquent au sens de l'article L.541-1-1 du code de l'environnement et, par conséquent, à assumer la responsabilité de producteur au sens de l'article L.541-2 du code de l'environnement,

Considérant que les deux modifications sollicitées peuvent être autorisées par arrêté complémentaire, sur le fondement de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, sans consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

Considérant que, dans sa note en date du 18 avril 2025, l'inspection des installations classées propose au préfet des Hauts-de-Seine d'abroger l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2025-94 du 28 février 2025 précité et de le remplacer par un arrêté préfectoral complémentaire tenant compte du code déchet n° 17 03 01* dans la liste des déchets admissibles sur le site,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général,

ARRETE

Article 1

L'article 1.2.1 de l'arrêté n° 2011-206 du 18 novembre 2011 susvisé est modifié comme suit :

« ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES :

Rubrique	Alinéa	AS,A ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3550	-	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Transit de terres contaminées par des PCB, métaux et hydrocarbures	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	50	t	Q_{DD} < 4000	t
2716	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Transit de terres contaminées issues de chantiers industriels (déblais, gravats)	Volume susceptible présent dans l'installation	1000	m ³	Q_{DND} < 4000	t
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719,	Transit de terres contaminées par des PCB, métaux et hydrocarbures	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	1	t	Q_{DD} < 4000	t

« A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé) ».

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

« Q_{DD} : quantité de déchets dangereux, Q_{DND} : quantité de déchets non dangereux »

« La valeur de la somme $Q_{DD} + Q_{DND}$ reste inférieure à 4000 tonnes ».

« La quantité de déchets entrant dans les installations est limitée à 1500 tonnes par jour. »

Article 2

L'article 1.2.3.2 de l'arrêté n° 2011-206 du 18 novembre 2011 est modifié comme suit :

« ARTICLE 1.2.3.2. DÉCHETS ADMISSIBLES

« Les matériaux en transit admis sur le site sont des déchets solides, incombustibles, avec une siccité minimale de 70 %, et respectant les critères d'acceptation définis par l'exploitant.

« Les déchets relèvent des catégories suivantes, listées à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement :

Code déchet	Désignation
10 09 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05
10 09 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07
10 10 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05
10 10 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07
12 01 17	Déchets de grenaillage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16
12 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs
17 01 01	Béton
17 01 02	Briques
17 01 03	Tuiles et céramiques
17 01 06*	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 05 06*
17 03 01*	Mélanges bitumineux contenant du goudron
17 03 02	Mélanges bitumeux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01
17 05 03*	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
17 05 06	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05
17 05 08	Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03
19 01 19	Sables provenant de lits fluidisés
19 03 05	Déchets stabilisés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 04
19 03 07	Déchets solidifiés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 06
19 12 09	Minéraux (par exemple sable, cailloux)
19 12 12	Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
19 13 02	Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01
20 03 03	Déchets de nettoyage des rues

« Les déchets suivants peuvent être réceptionnés sur le site :

- des terres contaminées par des PCB dans la limite de 12 500 t/an et sous réserve que les teneurs en PCB soient inférieures à 1 500 mg/kg de matière sèche ;
- des boues de station d'épuration urbaines si leur teneur en matière sèche est supérieure à 70% ;
- des déchets d'amiante fixée et susceptibles de délitement sous réserve d'apport dans des emballages fermés répondant à la réglementation en vigueur sur la gestion de ces déchets. »

Article 3

À la fin du titre V de l'arrêté n° 2011-206 du 18 novembre 2011 susvisé, il est inséré un article 5.1.9 ainsi rédigé :

« ARTICLE 5.1.9. RUPTURE DE TRAÇABILITÉ

« L'exploitant est autorisé à procéder à des ruptures de traçabilité au sens du 3^e alinéa de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, par massification de lots de déchets de caractéristiques physico-chimiques compatibles et de filières de gestion aval identiques.

« Il devient producteur subséquent au sens de l'article L. 541-1-1 du Code de l'environnement des lots de déchets ainsi constitués et assume par conséquent la responsabilité de producteur au sens de l'article L. 541-2 du même Code. »

Article 4

L'arrêté préfectoral DCPPAT n° 2018-200 du 18 décembre 2018 susvisé est abrogé.

Article 5

L'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2025-94 du 28 février 2025 est abrogé

Article 6 : Voies et délais de recours :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

1° Adresse postale du bénéficiaire de la décision :

Siège social : 52, rue du Port 92 000 Nanterre.

Adresse du site : 52, rue du Port 92 000 Nanterre.

2° Adresse postale de l'auteur de la décision :

Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, Direction de la Citoyenneté et de la Légalité, Bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques, 167-177, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre Cedex.

Publication :

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée de quatre mois minimum.

Article 7: exécution :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Nanterre, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Pascal GAUCI